

# TRANSITION INJUSTE :

Reprendre en main l'avenir énergétique face au colonialisme climatique

Résumé



OXFAM

## Document d'information Oxfam – Septembre/2025

### Abrégé

Nous nous trouvons à un moment charnière de la transition énergétique mondiale : elle peut soit mettre fin aux inégalités à l'origine de la crise climatique, soit les creuser. Aujourd'hui, la transition s'accompagne d'un risque de reproduction des modèles d'extractivisme et d'exploitation, et ce sont les personnes les plus marginalisées qui en paient le plus lourd tribut tandis que les élites en tirent les bénéfices. De l'exploitation minière des minéraux de transition à l'endettement, en passant par les inégalités d'accès à l'énergie, la trajectoire actuelle est le reflet de siècles d'injustices coloniales. Une transition juste doit impérativement passer par la redistribution du pouvoir et des ressources, la lutte contre la surconsommation, et la dignité et les droits pour tou-te-s comme priorité. Ce rapport définit des trajectoires pour inventer un système énergétique qui repose sur l'égalité, la justice, la solidarité et le bien-être collectif, pour que l'énergie soit au service de la vie, pas des profits.

© Oxfam International, septembre 2025

Auteur·es principaux/ales : Mateo Adarve Zuluaga et Natalie Shortall.

Auteur·es collaborateurs et collaboratrices : Hilde Stroot, Naira Wayand, Valeska Ruiz, Mohamadou Fadel Diop, Joel Chester Pagulayan et Mohammad Emran Hasan.

Commanditaire : Jacqueline Persson

Chef de projet : Mateo Adarve Zuluaga

Responsable politique : Hilde Stroot

Responsable médias : Cass Hebron

Responsable de campagne : Mwangala Matakala

Responsable éditoriale : Ayesha Arif

Pour la recherche quantitative : Mohammed Usrof, Dana Beltaji, Mohammed Kamal, Maria Reyes et Jodi-Ann Wang (Palestinian Institute for Climate Strategy, PICS), ainsi que Francisco Bolaños et Adina Nerghes.

Conception graphique : Millie Mensah

Réviseur : Adam Houlbrook



**OXFAM**

Mention spéciale : Ruth Mayne, pour son rôle essentiel dans l'initiation de ce rapport.

Ce rapport a également bénéficié des contributions de Nabil Abdo, Sunil Acharya, Carlos Aguilar, Julie Bos, Gerald Byarabuga, Nafkote Dabi, Christian Donaldson, Jason Farr, Emily Greenspan, Amina Hersi, Dorothy Hove, Safa Jayoussi, Ashfaq Khalfan, Bushra Khalidi, Max Lawson, Alex Maitland, James Morrissey, Leah Mughera, Greg Muttitt, Maria Ramos, Anjela Taneja et Pubudini Wickramaratne.

Oxfam remercie les experts et expertes ayant participé à l'élaboration de cette publication : Dante Dalajaban, Bert de Wel, Ruth Mayne, Anabella Rosemburg, Yamina Saheb, Maristella Svampa et Fran Witt.

Pour toute information complémentaire concernant la thématique de ce document, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur·es est requise et des frais d'utilisation peuvent s'appliquer. Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://policy-practice.oxfam.org/fr/droits-dauteur-et-autorisations/>.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de publication.

Ce rapport a pu voir le jour grâce au soutien d'Oxfam International, Oxfam Novib et Oxfam GB.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le DOI : 10.21201/2025.000086

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Legrand ; Jérôme Richard) et relu par Morgane Menichini.

# RÉSUMÉ

**Le monde est face à un choix décisif. La transition vers les énergies renouvelables pourrait réduire les profondes inégalités associées à la crise climatique, ou elle pourrait les enraciner encore davantage.**

Menée judicieusement, la transition énergétique constitue une opportunité de réinventer nos économies sur les bases de l'égalité, de la justice, de la solidarité et du bien-être collectif. Dans le cas contraire, ce seront une fois de plus les personnes les plus marginalisées qui payeront le plus lourd tribut tandis que celles détenant le pouvoir en tireront les bénéfices.

Les signaux d'alerte sont aujourd'hui on ne peut plus clairs : la transition mondiale vers les énergies renouvelables repose sur des bases inégales. Nous voyons les inégalités climatiques à l'œuvre : une transition qui se borne au remplacement des combustibles fossiles par des alternatives vertes, sans remettre en question la surconsommation énergétique des plus riches et tout en laissant bien souvent les communautés à faibles revenus en supporter les coûts les plus élevés. Ces communautés subissent notamment les effets néfastes de l'exploitation minière liée à la transition, le partage inadéquat des bénéfices ainsi que les conséquences des systèmes financiers et commerciaux mondiaux qui leur sont défavorables. En d'autres termes, les dynamiques qui ont engendré le colonialisme historique refont surface sous de nouvelles formes avec la transition écologique.

Ces schémas d'inégalités se manifestent à la fois au sein des pays et entre eux. Bien que de profondes inégalités existent également entre les plus riches et les plus pauvres au sein des pays à revenu élevé, les inégalités mondiales se font sentir de manière beaucoup plus aiguë dans les pays du Sud, où des obstacles structurels et des injustices historiques font porter le poids de la crise climatique à des nations entières, qui assument désormais les plus grands risques associés à la transition vers les énergies renouvelables. À moins de changer la logique derrière cette transition, elle ne fera que reproduire l'histoire de l'extractivisme et de l'exploitation. Les inégalités liées à la transition énergétique s'entrecroisent avec le genre, la race, la classe, l'âge et d'autres identités marginalisées, si bien que les coûts d'une transition injuste pèsent surtout sur les peuples autochtones, les communautés noires et d'autres groupes racisés, les femmes, les travailleurs et travailleuses, les paysans et paysannes, et bien sûr les jeunes et les générations futures.

Cette concentration de richesse et de pouvoir se reflète dans les schémas de consommation d'énergie : une petite minorité vit dans le luxe extrême et

surconsomme les ressources planétaires, tandis que d'autres n'ont toujours pas accès à l'électricité. Si la consommation énergétique des 1 % les plus riches sur une seule année était redistribuée, elle pourrait satisfaire sept fois les besoins énergétiques modernes de toutes les personnes n'ayant pas accès à l'électricité à travers le monde<sup>1</sup>, tandis que la redistribution de la consommation des 10 % plus grands consommateurs d'énergie à l'échelle mondiale pourrait couvrir neuf fois les besoins de l'ensemble des pays du Sud<sup>2</sup>.

Les individus et les entreprises les plus riches, qui constituent une minorité aussi infime que puissante, concentrent les niveaux de consommation les plus élevés. Cela reflète également un déséquilibre géographique plus large dans la manière dont l'énergie est produite et consommée, car cette élite se trouve principalement dans les pays du Nord. Au cours des 60 dernières années, les populations de ces pays ont consommé plus de 3 300 pétawatt-heures (PWh) d'énergie excédentaire (c'est-à-dire au-delà des besoins modernes de base), soit suffisamment pour alimenter l'ensemble du monde pendant plus de 20 ans<sup>3</sup>.

Un monde où nous pouvons toutes et tous prospérer et où tous les pays opèrent une transition concertée, plutôt que de voir certains le faire sur le dos des autres, est possible. Mais ce n'est pas la trajectoire qui se dessine actuellement, bien au contraire. Les pays, en particulier les plus riches qui se trouvent être les plus responsables de la crise climatique, doivent changer de cap. Il leur faut affronter les injustices historiques et persistantes, mais aussi transformer les systèmes d'extraction et d'exploitation qui alimentent à la fois les niveaux extrêmes de consommation énergétique et la précarité énergétique, et tenir tête au pouvoir et à l'influence des multinationales et des ultra-riches. Cela implique de s'interroger sur les besoins et les formes de consommation à privilégier dans les limites du budget carbone mondial encore disponible, c'est-à-dire la quantité de CO<sub>2</sub> que l'humanité peut émettre pour respecter l'objectif de réchauffement de 1,5 °C. Ce n'est pas seulement une question de justice à traiter de toute urgence, mais un point essentiel à la réussite de la sortie progressive des énergies fossiles.

## **Une transition actuellement empreinte de colonialisme climatique**

Les inégalités se manifestent en temps réel à mesure que la transition prend forme. Les nouveaux modes d'extraction, tant dans l'exploitation des minerais nécessaires à la transition que dans une architecture financière et commerciale mondiale pipée au profit des puissants, reproduisent les mêmes dynamiques fondées sur l'exploitation qui spolient les pays du Sud les plus marginalisés au profit des plus riches dans les pays du Nord tout en y semant la désolation.

## **Une nouvelle ruée vers les ressources**

Le passage aux énergies renouvelables alimente à l'échelle mondiale une course aux minéraux de transition tels que le lithium, le cobalt, le nickel et le cuivre. Mais plutôt que de soutenir le développement local dans les pays du Sud, dont les sols abritent 70 % des réserves mondiales de minéraux de transition<sup>4</sup>, cette nouvelle ruée vers les

ressources reproduit les anciennes dynamiques extractives.

Prenons l'exemple des chaînes d'approvisionnement pour la production de véhicules électriques : cette solution, privilégiée par les pays du Nord, bien qu'imparfaite, pour décarboniser les transports, illustre également le déséquilibre flagrant entre les communautés qui en supportent les coûts et les milliardaires qui profitent de la crise. Tesla est un constructeur de véhicules électriques appartenant à l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, figure emblématique de l'oligarchie. L'entreprise dégage quelque 3 150 dollars de bénéfice par véhicule électrique, chacun contenant environ 3 kg de cobalt, principalement extrait en République démocratique du Congo (RDC). Pour chaque véhicule, la RDC reçoit moins de 10 dollars de redevances. Une personne qui travaille dans les mines touche à peine 7 dollars par jour, ce qui signifie qu'il lui faudrait près de deux ans pour gagner ce que Tesla tire d'une seule voiture<sup>5</sup>. Rien qu'en 2024, Tesla a réalisé un chiffre d'affaires de 5,63 milliards de dollars grâce à la vente de 1,79 million de véhicules électriques, tandis que la RDC a perçu tout au plus 17,5 millions de dollars de redevances<sup>6</sup>.

Plus de 50 % des réserves mondiales de lithium, un minerai essentiel entrant dans la composition des batteries qui permettent de stocker de l'énergie renouvelable, se trouvent en Amérique latine<sup>7</sup>. Dans les prochaines années, l'extraction devrait être si intense qu'on estime que le triangle du lithium (Chili, Argentine et Bolivie) produira en seulement 11 ans plus de lithium que l'empire espagnol n'a extrait d'argent en 300 ans de domination coloniale<sup>8</sup>. Entre 2015 et 2030, cette région aura produit 1,6 million de tonnes de lithium, soit suffisamment pour recouvrir toute la ville de Madrid d'une couche de 5 mm de cet « or blanc »<sup>9</sup>.

Dans les pays du Sud, les communautés voient leurs terres confisquées, leurs ressources en eau s'épuiser et leurs droits bafoués au nom de la transition écologique, non seulement par l'extraction des minerais nécessaires à cette transition, mais aussi par le déploiement à grande échelle d'énergies renouvelables et de fausses solutions climatiques telles que les agrocarburants, les marchés du carbone et le gaz, qui leur causent souvent plus de tort que de bien. Les terres reconnues comme autochtones menacées par des activités industrielles<sup>10</sup> en grande partie associées aux pratiques extractives actuelles de la transition énergétique couvrent 22,7 millions de km<sup>2</sup>, soit une superficie plus grande que le Brésil, les États-Unis et l'Inde réunis<sup>11</sup>. Cela équivaut à pratiquement deux fois l'empire français à son apogée<sup>12</sup>. En l'absence de réforme urgente pour protéger les droits et les territoires, la transition ne fera que renforcer les schémas de plus de 500 ans de colonialisme énergétique, de l'esclavage et de l'exploitation de la biomasse (bois, charbon de bois et plantations) à l'ère du charbon et du pétrole.

## Un système financier colonial

Les ressources naturelles ne sont pas le seul secteur concerné par les pratiques extractives des systèmes énergétiques. L'architecture financière mondiale est tout aussi déséquilibrée. Façonnée par des siècles de pouvoir colonial, elle continue d'enfermer les pays à faible revenu dans une dépendance structurelle. Alors que les pays riches peuvent financer leur transition vers des énergies propres à hauteur

de milliards de dollars, les pays du Sud sont écrasés par une dette croissante et des taux d'intérêt punitifs, et se retrouvent avec un espace fiscal de plus en plus restreint.

En 2024, les pays à revenu élevé représentaient environ 50 % des investissements mondiaux dans les énergies propres, la Chine 29 %. Quant à l'Afrique, elle ne représentait que 2 %, alors que l'Afrique subsaharienne abrite 85 % de la population mondiale dépourvue d'électricité<sup>13</sup>. Les inégalités ne se limitent pas à la destination des flux financiers, mais touchent aussi leur coût : les projets d'énergie propre dans les pays du Sud sont soumis à des taux d'intérêt de 9 à 13,5 %, contre seulement 3 à 6 % dans les pays riches, ce qui ralentit le rythme de la transition<sup>14</sup>. Ces coûts ne sont pas une fatalité, mais reflètent un système dans lequel le prix du risque est évalué à travers le prisme racial de l'héritage colonial. Cela a des conséquences flagrantes : alimenter 100 000 personnes en énergie propre coûte environ 95 millions de dollars dans les économies avancées comme le Royaume-Uni, mais 139 millions de dollars (soit 45 % de plus) dans les économies émergentes comme l'Inde et jusqu'à 188 millions de dollars (soit 97 % de plus) dans des pays africains comme le Nigeria<sup>15</sup>.

Dans le même temps, ce que les géographies coloniales définissent comme des pays en développement<sup>16</sup> accusent une dette extérieure de 11 700 milliards de dollars, soit plus de 30 fois l'investissement supplémentaire nécessaire pour garantir l'accès universel à l'électricité et à des modes de cuisson propres d'ici 2030<sup>17</sup>. Rien qu'en 2024, on estime que le service de la dette payé par les pays du Sud s'est élevé à 400 milliards de dollars<sup>18</sup>.

## Reprendre en main notre avenir énergétique face au colonialisme climatique

Tout cela n'est pas une fatalité. La transition énergétique offre une occasion rare de réécrire le scénario, de sortir des modèles extractifs et de bâtir un système énergétique fondé sur l'égalité, la justice, la solidarité et la prospérité collective. Moyennant les bons choix, il est possible de changer les structures de pouvoir en veillant à ce que tous les pays et tous les peuples opèrent une transition dans des conditions justes et équitables. Cela pourrait marquer un tournant, à condition que les gouvernements s'attaquent aux inégalités structurelles qui façonnent la transition.

Les pays du Sud pourraient être au cœur d'une transition mondiale juste : à l'inverse des modèles actuels d'investissement énergétique, 70 % du potentiel inexploité en matière d'énergies renouvelables dans le monde se trouve dans les pays du Sud. Le potentiel de transformation radicale du paysage énergétique est tangible. En exploitant moins de 1 % de l'énergie solaire du désert du Sahara, on pourrait alimenter en électricité tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord<sup>19</sup>. En tirant parti de moins de 1 % de l'énergie éolienne utilisable à l'échelle mondiale, on pourrait alimenter en électricité les 677 millions d'habitantes et d'habitants d'Asie du Sud-Est<sup>20</sup>. Le coût estimé de cette énergie éolienne, 331 milliards de dollars, aurait pu être financé à l'échelle mondiale au cours des dix premiers mois de 2024 grâce à un impôt sur les

bénéfices des entreprises du secteur des énergies fossiles<sup>21</sup>.

Plutôt que de considérer l'avenir énergétique comme une course où il y a peu de gagnant·es, nous devons le réinventer sous les traits d'un projet mondial commun. L'énergie ne doit pas être accumulée, retenue ou servir de moyen de pression pour exercer un pouvoir géopolitique ou commercial. La justice réparatrice est un passage obligé dans le cadre de ce changement structurel. Il s'agit de faire payer les riches pollueurs, de redistribuer les ressources, de lutter contre la surconsommation et de donner la priorité aux droits des personnes historiquement exclues, tout en adoptant des modèles économiques axés sur l'égalité, le bien-être et les limites écologiques. La lutte contre les inégalités est à la fois un impératif moral et une stratégie efficace pour atténuer les effets du changement climatique.

Des sociétés plus égalitaires ont besoin de moins de croissance pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et de moins d'énergie pour assurer le bien-être de tou·te·s<sup>22</sup>. Une transition énergétique juste doit donc non seulement décarboniser, mais aussi remodeler les systèmes afin de réduire la pauvreté, redistribuer le pouvoir et garantir le bien-être dans le respect des limites planétaires. Le MEM (Modern Energy Minimum, ou minimum d'énergie moderne) fixe un seuil de 1 000 kWh par personne et par an, remettant en cause les définitions étroites de l'accès à l'énergie limitées aux seuls « besoins fondamentaux ». Il s'agit du minimum indispensable pour garantir la dignité et les droits au développement dans les pays du Sud, et non d'un plafond. Atteindre ce seuil est une priorité absolue, mais cela nécessite de réduire la consommation excessive de l'énergie dans les pays du Nord. Il est possible de fournir de l'énergie à tou·te·s et de mettre fin au dérèglement climatique, à condition de réduire radicalement les inégalités.

Des communautés, des travailleurs et travailleuses et certains gouvernements progressistes promeuvent déjà des approches équitables en matière d'énergie, dans la continuité d'un héritage de 500 ans de résistance au colonialisme, consistant à lutter contre l'extraction, à reprendre le contrôle des ressources et à mettre en place des systèmes qui privilégient les besoins publics plutôt que les profits privés. Des projets en matière d'énergie renouvelable menés par des populations autochtones et des femmes aux syndicats défendant le droit à un travail décent, en passant par les efforts des pays pour affirmer leur souveraineté énergétique, ce sont autant d'exemples qui montrent que des alternatives sont non seulement possibles, mais déjà en cours de réalisation. Une telle démarche s'appuie sur des visions politiques et écologiques affirmant notre droit collectif à décider comment l'énergie doit être produite, distribuée et utilisée, en tant que bien public et droit humain.

Il n'existe pas de modèle universel pour une transition juste. Les approches adoptées varieront selon les contextes, en fonction des expériences, des connaissances et des besoins. Pour autant, toutes les transitions justes ont un principe en commun : l'énergie doit être mise au service de la vie, pas des profits.

# Recommandations pour une transition énergétique juste

Pour initier une réorientation de la transition énergétique vers l'égalité, la justice et la prospérité collective, les actions clés ci-après doivent être mises en œuvre.

- **Parcours de transition différenciés** : les pays doivent adapter leurs stratégies de transition énergétique en fonction de leur responsabilité historique et de leurs capacités, en veillant à ce que les pays à fortes émissions réduisent rapidement celles-ci, en demandant des comptes aux entreprises du secteur des énergies fossiles et aux ultra-riches, et en préservant un budget carbone suffisant pour les pays à faible capacité.
- **Consommation énergétique équitable** : il s'agit d'atteindre des objectifs ambitieux en matière de réduction de la consommation et de mettre en œuvre des mesures de sobriété dans les pays du Nord en ciblant en priorité les plus riches et les plus gros émetteurs, tout en promouvant des stratégies d'économie circulaire et des normes d'accès universel et équitable, telles que le MEM, afin de garantir une répartition équitable.
- **Système financier réformé** : réformer les systèmes commerciaux et d'investissement afin de permettre la création de valeur ajoutée au niveau national et le développement industriel dans les pays du Sud, qui pourront ainsi s'affranchir de leur dépendance aux énergies fossiles, et de soutenir la souveraineté énergétique et une fiscalité progressive à l'échelle mondiale.
- **Financement climat transformateur** : remplacer les modèles financiers extractifs qui vont du Sud vers le Nord par l'annulation de la dette, le financement climat sous forme de subventions et des initiatives de réparation qui privilégient l'égalité, les communautés locales, la planète et la justice de genre plutôt que le profit.
- **Sauvegarde des communautés et de la nature** : garantir le consentement préalable, libre et éclairé pour tous les projets, respecter et mettre en œuvre les droits fonciers, notamment en interdisant l'accaparement des terres et les expulsions forcées, protéger les écosystèmes critiques où les ressources ont davantage de valeur lorsqu'elles restent dans le sol, mettre fin aux zones de sacrifice et veiller à ce que le développement des infrastructures énergétiques ait des retombées locales équitables.
- **Gouvernance énergétique démocratique** : transférer la propriété et le processus décisionnel du privé vers l'intérêt public, en veillant à ce que l'énergie soit considérée comme un droit humain pour favoriser la réduction des inégalités et en permettant aux communautés de façonner leur avenir énergétique grâce à une gouvernance transparente, inclusive et transformatrice du point de vue du genre.

- **Coordination internationale et mécanismes légaux** : adopter un mécanisme international lors de la COP30 afin de garantir la cohérence des politiques et d'accélérer, de consolider et de réaliser une transition juste et holistique, avec le mandat et la capacité de coordonner, de financer et de suivre les initiatives à l'échelle mondiale, en garantissant la redevabilité et en intégrant la justice à tous les niveaux politiques.

# RÉFÉRENCES

1. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat. 1c.
2. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat. 2b.
3. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat. 2c.
4. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 5.
5. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 7b.
6. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 7a.
7. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 8a.
8. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 8b.
9. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 8c.
10. Selon The Nature Conservancy (source de cette donnée), les activités industrielles qui mettent à mal les terres des peuples autochtones incluent les projets d'énergie renouvelable (42 %), l'agriculture destinée à la production de cultures et d'agrocarburants (14 %), l'exploitation du pétrole et du gaz (19 %), l'exploitation minière (9 %), l'urbanisation (3 %) et autres secteurs combinés (13 %). Voir illustration page 24.
11. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 4a.
12. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 4b.
13. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 9a.
14. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 9b.
15. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 9c
16. Development is one of the core concepts questioned by post-colonial thought, seen as an invention used to categorize countries within colonial geographies. For more on this, see A. Escobar. (1995). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press..
17. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 13a.
18. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 13b.
19. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 10c
20. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 11b.
21. *Transition injuste : Note méthodologique*, Stat 11c.
22. Si les inégalités restent inchangées, et si nous voulons amener le monde entier au seuil de prospérité de 25 dollars par jour défini par la Banque mondiale, il faudrait que tous les revenus, y compris ceux des plus riches, soient multipliés par 50. Si de nombreux pays du Sud ont réellement besoin de plus de croissance et d'énergie, la redistribution est une condition essentielle pour garantir le bien-être à long terme à l'échelle mondiale. Oxfam (2023), *Climate Equality: A planet for the 99%*. Note méthodologique.

# À PROPOS D'OXFAM

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d'alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org).

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Aotearoa ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam Colombie ([www.oxfamcolombia.org](http://www.oxfamcolombia.org))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam Danemark ([www.oxfam.dk](http://www.oxfam.dk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))  
Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))  
Oxfam KEDV ([www.kedv.org.tr](http://www.kedv.org.tr))  
Oxfam Pilipinas ([www.oxfam.org.ph](http://www.oxfam.org.ph))

